

**RAPPORT N°2024/5-26  
au Bureau Communautaire  
en sa séance du jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET : MISE A LA REFORME DE MATERIELS INFORMATIQUES OBSOLETES ET VETUSTES DES SERVICES  
DE LA CINOR**

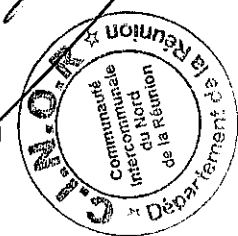
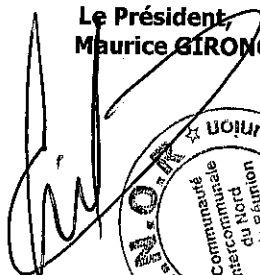
Divers matériels informatiques tels que répertoriés dans le tableau en annexe sont obsolètes ou hors d'usage.

Je vous demande de bien vouloir :

1. prononcer leur déclassement du domaine public ;
2. approuver leur mise à la réforme ;
3. m'autoriser à les mettre au rebut ou à les céder gratuitement à des associations de réemploi solidaire qui en feraient la demande.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président**  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2024/5-26  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 31 octobre 2024**

**OBJET : MISE A LA REFORME DE MATERIELS INFORMATIQUES OBSOLETES ET VETUSTES DES SERVICES  
DE LA CINOR**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/5-26 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

De prononcer le déclassement du domaine public des matériels informatiques devenus obsolètes ou hors d'usage tels qu'ils sont répertoriés sur le tableau en annexe.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-26-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

## **ARTICLE 2**

D'approuver leur mise à la réforme.

## **ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à les mettre au rebut ou à les céder gratuitement à des associations de réemploi solidaire qui en feraient la demande.

Nombre de votants : 13  
Suffrages exprimés : 13  
Vote pour : 13  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-26-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024